

<http://www.ujfp.org/spip.php?article3178>



Lettre ouverte du réseau des ONG palestiniennes à la fondation Bill et Melinda Gates



- BDS - Les actions BDS -
Date de mise en ligne : jeudi 17 avril 2014

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Nous, soussignées les organisations et coalitions palestiniennes non-gouvernementales, engagées dans l'implantation des droits de l'homme et du droit humanitaire, vous écrivons pour vous informer de la conduite, en Israël ainsi que dans les Territoires Palestiniens Occupés, de G4S, la société privée internationale de sécurité, dont la Fondation Bill et Melinda Gates détiennent 3% des parts de marché, soit plus de 170 millions \$.

Cher Comité de Gestion de la fondation Bill et Melinda Gates,

Nous, soussignées les organisations et coalitions palestiniennes non-gouvernementales, engagées dans l'implantation des droits de l'homme et du droit humanitaire, vous écrivons pour vous informer de la conduite, en Israël ainsi que dans les Territoires Palestiniens Occupés, de G4S, la société privée internationale de sécurité, dont la Fondation Bill et Melinda Gates détiennent 3% des parts de marché, soit plus de 170 millions \$.

En 2007, G4S a signé un contrat avec les services de sécurité des prisons israéliennes, afin de leur fournir le nécessaire pour maintenir le service de sécurité de 5 prisons et centres de détention situés

en Israël et dans les Territoires Palestiniens Occupés, dans lesquels sont enfermés des prisonniers politiques palestiniens. En violation directe avec l'article 76 de la Quatrième Convention de Genève, Israël a transféré par la force ces prisonniers des territoires occupés vers le territoire de l'occupant, dans des prisons dont le système de sécurité est géré et exploité par G4S. Selon le droit international, ces violations sont équivalentes à des crimes de guerre. En 2012, l'ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur « la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 », le professeur Richard Falk, a distingué G4S comme étant le parfait exemple d'une société qui devrait rendre des comptes pour sa complicité dans les violations des droits de l'homme.

Chaque année, l'armée israélienne arrête des milliers de palestiniens, dans le but d'essayer de supprimer toute forme d'opposition à l'occupation. Ces palestiniens sont arrêtés sous des ordres militaires israéliens qui interdisent des droits civils, culturels et politiques basiques, tels que la participation à des manifestations, l'appartenance à des organisations politiques, ou même l'écriture de slogans sur le mur de l'apartheid. Parmi les palestiniens arrêtés figurent des centaines d'enfants, nombre d'entre eux âgés d'à peine une douzaine d'années, qui sont souvent torturés, maltraités et placés en cellules d'isolement durant la période d'interrogation. G4S aide à faire fonctionner les centres d'interrogations de Moscobiyeh et Jalameh, où ces tortures se produisent, ainsi que la prison de Damon, où les enfants prisonniers sont retenus et soumis à la violence.

La question des prisonniers palestiniens est grave. Depuis 1967, Israël a détenu plus de 800.000 palestiniens, soit 20% de la population totale Palestinienne. Par ailleurs, l'utilisation répandue de la torture a été maintes fois avérée et documentée, citons le cas d'Arafat Jaradat, qui fut torturé à mort en février 2013, dans la prison de Megiddo, sécurisée par G4S.

Une récente étude officielle, dirigée par le Centre de Documentation Diakonia, pour le Droit Humanitaire International, a établi que G4S « n'a pas réussi à prouver sa bonne foi dans un engagement sincère pour se lancer dans la conformité avec le droit international » quand il presse les investisseurs de réfléchir aux « risques sans précédents découlant de leurs investissements dans une activité qui dépend d'un conflit et qui est potentiellement illégale. »

Lettre ouverte du réseau des ONG palestiniennes à la fondation Bill et Melinda Gates

Plusieurs organisations ont déjà rompu les liens avec G4S pour sa complicité dans les violations des droits de l'homme, notamment le Centre de Traumatologie de Cape Town Afrique du Sud,

Amnesty International Danemark et le Centre de Réhabilitation et de Recherche pour les Victimes de Tortures de Copenhague, et le Syndicat Allemand Abvakabo.

Plus récemment, G4S a été cité à l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) au Royaume Uni, pour sa complicité de violations des droits de l'Homme.

La fondation Gates assure « être guidée par la croyance que chaque vie à la même valeur » et qu'elle utilise ses investissements pour financer des projets qui « aideront tout les peuples à mener une vie saine et productive ». En temps qu'organisation de développement, anti-pauvreté, travaillant pour la dignité et la liberté de tous les peuples, nous vous exhortons à vous désinvestir de G4S, une société qui fonctionne d'une manière qui contrevient directement aux valeurs et aux politiques d'investissement dont se veut la Fondation Bill et Melinda Gates.

Signé,

Le Réseau des Organisations Non-gouvernementales Palestiniennes (représentant plus de 135 organisations)

La Coalition Civile pour les Droits des Palestiniens à Jérusalem (représentant 25 organisations)

L'association Addameer pour le soutien des prisonniers politiques et les droits de l'Homme

Le mouvement citoyen Palestinien anti-mur de l'apartheid et la campagne « Stop The Wall »

Le syndicat des agriculteurs